

No. 43075

**France
and
China**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of China concerning the promotion of a Clean Development Mechanism (CDM) as provided for in article 12 of the Kyoto Protocol. Peking, 9 October 2004

Entry into force: *9 October 2004 by signature, in accordance with article 6*

Authentic texts: *Chinese and French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 2 October 2006*

**France
et
Chine**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue de promouvoir le mécanisme pour un développement propre (MDP) établi par l'article 12 du Protocole de Kyoto. Pékin, 9 octobre 2004

Entrée en vigueur : *9 octobre 2004 par signature, conformément à l'article 6*

Textes authentiques : *chinois et français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 2 octobre 2006*

法兰西共和国政府

与

中华人民共和国政府

关于促进《京都议定书》第十二条清洁发展机制的协议

法兰西共和国政府与中华人民共和国政府
关于促进《京都议定书》第十二条清洁发展机制的协议

法兰西共和国政府（以下简称为“法方”）

和

中华人民共和国政府（以下简称为“中方”）

忆及中华人民共和国和法兰西共和国是《联合国气候变化框架公约》（以下简称“公约”）缔约方，双方均已批准或核准《京都议定书》并将在其生效时成为其缔约方，

忆及《京都议定书》第十二条以及公约缔约方会议第 17/CP.7 号决定关于实施清洁发展机制项目的方式和程序的规定，

考虑到公约缔约方会议，作为议定书缔约方会议的公约缔约方会议或清洁发展机制执行理事会在今后会议上将通过的关于《京都议定书》第十二条的方式和程序的进一步决定：

预计《京都议定书》能够生效，

承认参与清洁发展机制项目活动以自愿方式进行，亦即在平等的基础上进行相互合作，

考虑到推动《京都议定书》第十二条的清洁发展机制能够有效地促进可持续发展和减少温室气体排放，

希望通过促进迅速、有效和切实的实施清洁发展机制，表明在气候变化领域开展长期合作的政治意愿，

兹达成以下协议：

第一条 目标

一、本协议的目标是，按照《京都议定书》第十二条，促成在中华人民共和国境内开展有法方参加的清洁发展机制项目活动，并将此类项目产生的经核证的减排量中商定的部分转让给法方参与者。

二、这些项目的设计应有助于中华人民共和国实现可持续发展，其实施应本着合作的精神进行。

第二条 适用范围

一、关于批准清洁发展机制项目和转让经核证的减排量的任何决定应与第 17/CP.7 号决定以及公约缔约方会议、作为议定书缔约方会议的公约缔约方会议或者清洁发展机制执行理事会的进一步决定相符，尤其重要的是，须经双方事先批准。

二、中法双方将向对方通报为满足参与清洁发展机制的要求而开展的活动；当清洁发展机制执行理事会签发经核证的减排量

后，双方将关注将项目所产生的经核证的减排量，根据清洁发展机制项目各参与方达成的协议安排，切实转让给相关法方参与者，或者在适当情况下，转让部分经核证的减排量。合作和转让都必须符合中华人民共和国和法兰西共和国的相关法律和法规。

三、本协议的期限是从二〇〇四年到《京都议定书》第一个承诺期期末（二〇一二年）。但是这个时限并不排除按照《京都议定书》第十二条第十款（迅速启动）考虑从二〇〇〇年开始产生的减排量，也不排除二〇一二年以后产生的减排量，这将取决于作为议定书缔约方会议的公约缔约方会议关于未来承诺期的决定。

第三条 法方的义务

法方将与中方磋商后通过以下活动帮助在中国迅速开展和实施清洁发展机制项目活动：

（一）促进法方参与者在中华人民共和国开发和执行清洁发展机制项目活动，包括通过向法国公司介绍中国项目中减少排放和捕获碳的活动；

（二）在一些可能阻碍清洁发展机制项目活动的进一步执行的问题上，比如在核定减排量的方法学方面，向项目参与者提供指导或适当的支持；

(三) 向中方通报关于其在清洁发展机制项目活动和气候变化方面的政策、法规和情况；

(四) 为在中华人民共和国境内开展的清洁发展机制能力建设活动提供援助。

第四条 中方的义务

中方将通过以下活动迅速开展和执行清洁发展机制项目活动：

(一) 向法方通报中国开展清洁发展机制活动的优先领域；

(二) 帮助有兴趣的项目参与者筛选和拟订减少排放和捕获碳的活动；

(三) 促进批准符合国家要求和《京都议定书》十二条第五款以及相关决定的项目；

(四) 向法方通报关于其在清洁发展机制项目活动和气候变化方面的政策、法规和情况。

第五条 双方的协调

在本协议签署之后两个月内，中方和法方将各指派一名联系人，作为所有与履行本协议相关事务的直接联络者。

第六条 生效、期限、修正和终止

一、本协议自签署之日起生效，至《京都议定书》第一承诺期末终止。

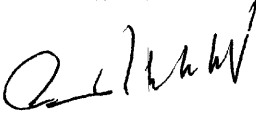
二、任何一方可以提前三个月通过外交途径通知对方终止本协议。

三、本协议可在双方同意的基础上以书面形式进行修改及延期。

四、在本协议生效期间双方同意实施的清洁发展机制项目和由此产生的经核证的减排量不受本协议终止的影响。

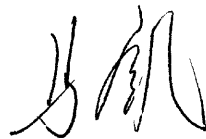
本协议于二〇〇四年十月九日在北京签署，一式两份，每份均以法文和中文两种文字写成，法文和中文同等作准。

法兰西共和国政府代表



米歇尔·巴尼耶

中华人民共和国政府代表



马凯

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
EN VUE DE PROMOUVOIR LE MÉCANISME POUR UN DÉVELOPPE-
MENT PROPRE (MDP) ÉTABLI PAR L'ARTICLE 12 DU PROTOCOLE
DE KYOTO

Le Gouvernement de la République française, ci-après dénommé "la Partie française", et le Gouvernement de la République populaire de Chine, ci-après dénommé "la Partie chinoise",

Rappelant que la République française et la République populaire de Chine sont parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et que l'une et l'autre ont déposé un instrument de ratification du Protocole de Kyoto en vue d'y devenir parties dès son entrée en vigueur;

Rappelant l'article 12 du Protocole de Kyoto et la décision n 17/CP.7 de la Conférence des parties à la CCNUCC relative aux modalités et procédures de mise en oeuvre des projets relevant du mécanisme pour un développement propre (MDP);

Tenant compte de toute décision ultérieure sur les modalités et procédures afférentes à l'article 12 du Protocole de Kyoto susceptible d'être adoptée par la Conférence des Parties, par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties ou par le Conseil exécutif du MDP au cours d'une de leurs réunions à venir;

Anticipant l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto;

Reconnaissant que la participation à une activité exercée dans le cadre d'un projet relevant du MDP est volontaire et implique une coopération mutuelle sur un pied d'égalité;

Considérant que le fait de promouvoir le mécanisme de développement propre établi par l'article 12 du Protocole de Kyoto permettra de contribuer efficacement au développement durable et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre;

Désireux d'exprimer la volonté politique de mettre en place une coopération à long terme dans le domaine des changements climatiques en favorisant une mise en oeuvre prompte, effective et efficace du MDP,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. But

1. Le présent Accord a pour but de favoriser, avec la participation d'opérateurs français, la mise en oeuvre en République populaire de Chine d'activités exercées dans le cadre de projets relevant du MDP et le transfert aux opérateurs français d'une part convenue des Unités de Réduction Certifiée des Émissions (URCE) découlant de ces activités, conformément à l'article 12 du Protocole de Kyoto.

2. Lesdits projets sont conçus de manière à contribuer au développement durable en République populaire de Chine et à être mis en oeuvre dans un esprit de partenariat entre les Parties.

Article 2. Champ d'application

1. Les décisions portant approbation de tout projet relevant du MDP et du transfert ultérieur des Unités de Réductions Certifiées des Émissions (URCE) sont prises conformément à la décision no 17/CP.7 et aux décisions ultérieures de la Conférence des Parties, de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties ou du Conseil exécutif du MDP; elles sont, en particulier, soumises à l'agrément préalable des Parties.

2. Les Parties française et chinoise s'informent mutuellement des activités qu'elles mènent afin de satisfaire aux conditions de participation au MDP; elles veillent, à mesure que les URCE seront émises par le Conseil exécutif du MDP, au transfert effectif aux opérateurs français des URCE découlant des projets ou, le cas échéant, de la part des URCE correspondant aux dispositions contractuelles convenues entre les différents opérateurs qui prennent part aux activités exercées dans le cadre de projets relevant du MDP. Cette coopération est, de même que les transferts des URCE, régie par les lois et appropriés en vigueur en République française et en République populaire de Chine.

3. Le présent Accord porte sur la période allant de 2004 à la fin de la première période d'engagement du Protocole de Kyoto (2012). Cette limitation de durée ne saurait toutefois empêcher de prendre en compte les réductions d'émissions obtenues à partir de l'an 2000, conformément à l'article 12 paragraphe 10 du Protocole de Kyoto (mise en oeuvre anticipée), ni celles qui s'étendraient au-delà de 2012, en fonction des décisions qui seraient prises à l'égard des périodes d'engagement à venir par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties.

Article 3. Contribution de la Partie française

La Partie française contribue, en consultation avec la Partie chinoise, à concevoir et à mettre en oeuvre promptement en Chine des activités dans le cadre de projets relevant du MDP :

1. en favorisant la participation d'opérateurs français à la conception en République populaire de Chine d'activités exercées dans le cadre du MDP, notamment en diffusant auprès des sociétés françaises les activités de réduction des émissions et de séquestration des gaz à effet de serre qui s'inscrivent dans le cadre des projets chinois;

2. en émettant des recommandations à l'intention des participants aux projets ou, le cas échéant, en leur accordant son concours dans des domaines tels que les méthodes d'évaluation des réductions des émissions qui risquent d'entraver la poursuite de la mise en oeuvre d'activités dans le cadre de projets relevant du MDP;

3. en informant la Partie chinoise des actions qu'elle mène et des règles qu'elle applique en ce qui concerne les activités exercées dans le cadre de projets relevant du MDP et les questions afférentes aux changements climatiques;

4. en accordant son assistance à des actions de renforcement des capacités en matière de MDP en République populaire de Chine.

Article 4. Contribution de la Partie chinoise

La Partie chinoise contribue à concevoir et à mettre en oeuvre promptement des activités dans le cadre de projets relevant du MDP :

1. en informant la Partie française des domaines auxquels elle accorde la priorité en matière d'activités relevant du MDP en Chine;

2. en aidant les participants intéressés à identifier et à formuler des projets d'activités de réduction des émissions et de séquestration des gaz à effet de serre;

3. en favorisant l'agrément des projets, dans le respect de sa réglementation nationale et conformément à l'article 12 paragraphe 5 du Protocole de Kyoto et aux décisions qui en découlent :

4. en informant la Partie française des actions qu'elle mène et des règles qu'elle applique en ce qui concerne les activités exercées dans le cadre de projets relevant du MDP et les questions afférentes aux changements climatiques.

Article 5. Coordination entre les Parties

Dans un délai de deux mois à compter de la signature du présent Accord, chacune des Parties désignera une personne chargée d'exercer la fonction de point de contact direct pour toutes questions relatives à son application.

Article 6. Entrée en vigueur, durée, modification et dénonciation

1. Le présent Accord entre en vigueur dès sa signature. Il parviendra à expiration à la fin de la première période d'engagement du Protocole de Kyoto.

Chacune des Parties pourra cesser d'appliquer le présent Accord en le notifiant par la voie diplomatique à l'autre Partie avec un préavis de trois mois.

Le présent Accord peut faire l'objet de modifications et de compléments arrêtés par écrit d'un commun accord des Parties.

2. La réalisation des projets relevant du MDP qui auront été convenus par les Parties au cours de la période d'application du présent Accord et la validité des URCE résultant de ces projets ne seront pas affectées par la dénonciation du présent Accord.

Fait en double exemplaires à Pékin le 9 octobre 2004, en langues française et chinoise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

MICHEL BARNIER
Ministre des Affaires étrangères

Pour le Gouvernement de la République populaire de Chine :

MA KAI
Président de la Commission d'État au développement et à la réforme

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA CONCERNING THE PROMOTION OF A CLEAN DEVELOPMENT MECHANISM (CDM) AS PROVIDED FOR IN ARTICLE 12 OF THE KYOTO PROTOCOL

The Government of the French Republic, (hereinafter referred to as "the French Party," and the Government of the People's Republic of China, hereinafter referred to as "the Chinese Party,"

Recalling that the French Republic and the People's Republic of China are parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) and that each has deposited an instrument of ratification of the Kyoto Protocol with a view to becoming a party thereto upon its entry into force;

In the light of Article 12 of the Kyoto Protocol and decision 17 adopted by the Conference of the Parties (17/CP.7) to UNFCCC on modalities and procedures for the implementation of projects under the clean development mechanism (CDM);

Taking into account any subsequent decision on modalities and procedures relating to Article 12 of the Kyoto Protocol that may be adopted by the Conference of the Parties, the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties, or the CDM Executive Board at one of their future sessions;

Anticipating the entry into force of the Kyoto Protocol;

Recognizing that participation in a CDM project activity is voluntary and involves mutual and balanced co-operation;

Considering that promotion of the clean development mechanism, as provided for in Article 12 of the Kyoto Protocol, will make an effective contribution to sustainable development and to the reduction of greenhouse gas emissions;

Desiring to express a political will to achieve lasting co-operation in the field of climate change by promoting rapid, efficient and effective CDM implementation,

Have agreed to the following provisions:

Article 1. Purpose

1. The purpose of this Agreement is to promote the implementation, with the involvement of French operators, of CDM project activities in the People's Republic of China and the transfer to the French operators of an agreed-upon proportion of the Certified Emission Reduction Units (CERUs) derived from these activities, in accordance with Article 12 of the Kyoto Protocol.

2. The said projects are designed to contribute to sustainable development in the People's Republic of China and to be implemented in a spirit of partnership between the parties.

Article 2. Scope of implementation

1. Decisions relating to the approval of any CDM project and the subsequent transfer of the Certified Emission Reduction Units (CERUs) shall be made in accordance with Decision 17/CP.7 and subsequent decisions taken by the Conference of the Parties, the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties, or the CDM Executive Board, and shall, in particular, be subject to the prior approval of the Parties.

2. The French and Chinese parties shall keep one another informed of the activities they undertake to fulfil the CDM's participation conditions; they shall see to it, as CERUs are issued by the CDM Executive Board, that the CERUs arising from the projects, or the proportion of the CERUs corresponding to the contract provisions agreed to by the various operators taking part in CDM project activities, as appropriate, are actually transferred to the French operators. This co-operation, like the CERU transfers, shall be governed by the appropriate laws and regulations in effect in the French Republic and the People's Republic of China.

3. This Agreement shall cover the period from 2004 to the end of the first commitment period provided for in the Kyoto Protocol (2012). This limitation of the period shall not, however, rule out the possibility of accruing emission reductions from the year 2000, in accordance with Article 12 paragraph 10 of the Kyoto Protocol (early implementation), or emission reductions beyond 2012, in accordance with the decisions adopted by COP/MOP relating to subsequent commitment periods.

Article 3. Contribution of the French Party

The French Party, in consultation with the Chinese Party, shall contribute to the rapid development and implementation of CDM project activities in China:

1. By fostering the participation of French operators in the development and implementation of CDM projects in the People's Republic of China, in particular by informing French corporations of China's portfolio of greenhouse gas emission reduction and sequestration projects;

2. By providing advice and support, as appropriate, to project participants on matters, such as methodologies for the assessment of emission reductions, that may impede the ongoing implementation of CDM project activities;

3. By informing the Chinese Party of the actions it undertakes and the rules it applies regarding CDM project activities and climate change issues;

4. By offering its assistance with actions to strengthen CDM capacity in the People's Republic of China.

Article 4. Contribution of the Chinese Party

The Chinese Party shall contribute to the rapid development and implementation of CDM project activities:

1. By informing the French Party of the areas it sees as priorities in terms of CDM activities in China;

2. By helping participants interested in identifying and designing greenhouse gas emission reduction and sequestration projects;
3. By expediting project accreditation, in accordance with its national regulations and with Article 12 paragraph 5 of the Kyoto Protocol and the decisions that flow therefrom;
4. By informing the French Party of the actions it undertakes and the rules it applies regarding CDM project activities and climate change issues.

Article 5. Co-ordination between the Parties

In the two months following the signature of the Agreement, each of the Parties shall designate a representative to act as the focal point for all matters relating to its implementation.

Article 6. Entry into force, term, amendment and termination

1. This Agreement shall come into force as of the date of signature and shall expire at the end of the first Kyoto Protocol commitment period.

Either Party may cease to implement this Agreement if it so informs the other Party through the diplomatic channel, on three months' notice.

This Agreement may be amended and supplemented by the Parties by mutual agreement expressed in writing.

2. Neither the execution of CDM projects agreed to by the Parties during the period of implementation of this Agreement nor the validity of CERUs generated by such projects shall be affected by the denunciation of this Agreement.

Done at Beijing on 9 October 2004, in the French and Chinese languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

MICHEL BARNIER
Minister of Foreign Affairs

For the Government of the People's Republic of China:

MA KAI
Minister of the State Development and Reform Commission